L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI, 12 JANVIER 1894.

PETITES ANNONCES.

LES personnes voulant se défaire de meubles antiques, peintures, vases, porcelaines, cristaux, objets en bronze et objets d'art, s'adresseront au soussigné qui paiera le prix le plus élevé en s'adressant au No 129 rue de Chartres. Lewis & Bernard. 2 juil—1y

DEMANDES D'EMPLOI.

UN jeune couple français désire travailler ensemble, le mari comme boucher ou dans une grocerie, la femme remplira n'importe quel emploi. S'adresser 7 Napoleon près Canal.
11 janv—1f

A LOUER.

A LOUER, Résidence No 44 Avenue de l'Esplanade coin Chartres ; ayant grande salon, belle salle à manger, cinq chambres à coucher, cuisine, pantry, etc., etc., à $50 par mois. S'adresser, M. Lion & Co., coin Ste-Anne et Décatur. 11 janv—1 9e

A VENDRE.

A VENDRE—Une grocerie bien achalandée. S'adresser coin Ste Anne et Rue Cheblave. 9 janv—7f

DEMANDES.

ON demande une bonne pour prendre soin de deux petite enfants. S'adresser 7 Napoleon Horfigue, au coin de l'avenue St-Charles et de la rue Chartres. 12 janv—1em

UNE bonne cuisinière, parlant le français No 5 rue Calliope. 7 jan—3f

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Mme E. Dieterthal.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 39,025—Division E—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par W. O. Hart, administrateur de cette succession ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la cour.
11 janv—11 14 20 A. V. FLOTTE, Greffier.

Succession de William T. Benedict.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 41,276—Division A—Attendu que Mde Josephine McE. Benedict, veuve de William T. Benedict, décédé, a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu William Benedict, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux qui ont ou prétendent avoir droit à la dite succession de faire connaître dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.
Par ordre de la Cour.
10 janv—10 14 19 A. V. FLOTTE, Greffier.

Succession de Mme Martha Mason, femme de John Chas. Maikell.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 41 236—Division D. —Attendu que Mde Charles Maikell a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Mme Martha Mason, femme de John Chas. Maikell, décédée intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux qui peuvent concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.
Par ordre de la Cour.
10 janv—10 14 19 A. V. FLOTTE, Greffier.

Succession de Charles Smith.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 39,989—Division B—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Mme Harry Williams, exécutrice testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la cour.
3 janv—2 7 12 A. V. FLOTTE, Greffier.

Succession de Robert Rankin.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 39,772—Division E. —Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Alberta Rankin, administratrice de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
6 jan—6 10 14 A. V. FLOTTE, Greffier.

Successions d'Auguste Pujol et femme

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 41,173—Division C—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Joseph Firmé, additionneur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
6 janv—6 10 14 A. V. FLOTTE, Greffier.

Succession d'Hortense Dubuclet.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 41,230—Division C —Attendu que Placido Lassalas a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Hortense Dubuclet, décédée intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.
Par ordre de la Cour.
6 janv—6 10 14 A. V. FLOTTE, Greffier.

Succession de Mme Celina Grangeard, veuve de Gaston Barq.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 41,057—Division E—Attendu que M. Numa Grevemberg a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'exécuteur testamentaire daté dans la succession de Mme Celina Grangeard, veuve de Gaston Barq, décédée intestat, avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.
Par ordre de la Cour.
10 janv—10 14 19 A. V. FLOTTE, Greffier.

Succession de Catharine Neidergang, femme de Joseph Maria Jacquet.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 41,282—Division A —Attendu que F. B. Vinet a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feue Catharine Neidergang, femme de Joseph M. Jacquet, décédée intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux qui peuvent concerner d'avoir à déduire dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.
Par ordre de la Cour.
10 janv—10 14 19 A. V. FLOTTE, Greffier.

Succession de Charles Caillavet.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 39,989—Division B—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Mme Harry Williams, exécutrice testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
3 janv—2 7 12 A. V. FLOTTE, Greffier.

Succession de Robert Rankin.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 39,772—Division E. —Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Alberta Rankin, administratrice de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
6 jan—6 10 14 A. V. FLOTTE, Greffier.

Successions d'Auguste Pujol et femme

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 41,173—Division C—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Joseph Firmé, additionneur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
6 janv—6 10 14 A. V. FLOTTE, Greffier.

Succession d'Hortense Dubuclet.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 41,230—Division C —Attendu que Placido Lassalas a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Hortense Dubuclet, décédée intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.
Par ordre de la Cour.
6 janv—6 10 14 A. V. FLOTTE, Greffier.

Succession de Mme Celina Grangeard, veuve de Gaston Barq.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 41,057—Division E—Attendu que M. Numa Grevemberg a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'exécuteur testamentaire daté dans la succession de Mme Celina Grangeard, veuve de Gaston Barq, décédée intestat, avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.
Par ordre de la Cour.
3 janv—3 7 12 A. V. FLOTTE, Greffier.

AVIS AUX CREANCIERS

Mme Nettie Gonzales, veuve de Jas H. May, vs ses Créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans, No 40,509—Division E—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Mme Nettie May, syndic provisoire dans cette affaire, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
12 jan—12 16 21 A. V. FLOTTE, Greffier

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVIle de District pour la paroisse d'Orléans. No 41,287. Division A.—Henry J. Norton vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—Que la cession des biens du pétitionnaire Henry J. Norton soit et est par le présent acceptée par la cour en bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant W. R. Kor, Esq., notaire, à son bureau, No 16 rue Carondelet, en cette ville, VENDREDI, 26me jour de janvier 1894, à 11 h. A. M., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, élire un syndic et voter sur toutes autres matières qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre le pétitionnaire et les biens du dit pétionnaire soient suspendues.
Nouvelle-Orléans, 9 janvier 1894.
[Signé] THOS. C. W. ELLIS, Juge.
Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
12 janv—3f au 26 janv

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVIle de District pour la paroisse d'Orléans. No 41,322. Division A.—Sidney A. Calongne vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—Que la cession de biens du pétitionnaire, Sidney A. Calongne, soit acceptée par la Cour au profit de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Fred. Deibel, notaire public, en son bureau, Masonic Building, No 327 rue St-Charles, en cette ville, VENDREDI, LUNDI, le 12me jour de février 1894, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, élire un syndic et voter sur toutes autres matières qui pourraient leur être soumis, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre le dit pétitionnaire soient suspendues.
Nouvelle-Orléans, 10 janvier 1894.
Signé : F. A. MONROE, Juge.
Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.
11 jan—3f au 12 fév

ETAT DE LA LOUISIANE — COUR CIVile de District pour la paroisse d'Orléans. No 41,137 — Division E—John Henry vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—Que la cession de biens du pétitionnaire John Henry, soit et est acceptée par la Cour, au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Geo. H. Baughn Esq., notaire public, en son bureau No 67 rue Carondelet, en cette ville, le MERCREDI, 17ème jour de janvier 1894, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, élire un syndic et voter sur toutes autres matières qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues.
Nouvelle-Orléans, 27 décembre 1893.
Signé : GEO. H. THEARD, Juge.
Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier
29 déc—3f au 17 jan

CHARTE
—DE LA—
Compagnie d'Assurances des Marchands
(Merchants' Insurance Company)
—DE LA—
ETAT DE LA LOUISIANE,
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.

Qu'il soit connu que ce 11ème jour de janvier, de l'année de Notre Seigneur mil-huit-cent-quatre-vingt-treize, et de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique la cent dix-septième.

Pardevant moi, George Cerrigan Préot, notaire pour la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, dûment commissionné et qualifié, et en présence des témoins ci-après nommés et consignés, sont venues et ont comparu personnellement devant moi les différentes personnes dont les noms sont ici inscrits, lesquelles constituent tout le corps des actionnaires enregistrés de la compagnie d'assurances mutuelles des Marchands de la Nile-Orléans (Merchants Mutual Insurance Company of New Orleans); elles déclarant que se prévalant des dispositions des lois de cet Etat relatives à la formation de corporations, elles ont convenu et conviennent par les présentes de s'engager, ainsi que toutes autres personnes qui pourront plus tard s'associer à elles, à former une corporation et un corps politique en droit pour les objets et fins et vers et suivant les stipulations et convention qui suivent, savoir:

ARTICLE I.

Le nom et le titre de cette corporation sera "THE MERCHANTS INSURANCE COMPANY" son domicile et établissam la ville de la Nile-Orléans, Etat de la Louisiane. Toutes les assignations (citations) et autres procédés légaux seront servis au président de ladite corporation, ou, en son absence au secrétaire.

ARTICLE II.

Cette Compagnie, sous son dit nom corporatif, aura plein pouvoir et pleine autorité d'exister comme corporation avec droit de succession pour une période de quatre-vingt-dix-neuf ans à partir de la date de ces présentes, de conserver le centre de poursuivre et d'être poursuivie en justice ; d'acheter et de vendre, de louer à bail, d'hypothéquer et donner en garantie des biens meubles et immeubles ; d'acheter, prendre, recevoir et détenir tout l'actif, d'assumer toute les obligations de la "Marchants' Mutual Insurance Company of New Orleans", et dans le but d'émettre ses actions (stock) aux actionnaires de la dite "Marchants' Mutual Insurance Company of New Orleans" dans la proportion d'une action du capital de cette corporation pour chaque deux actions du capital stock de la dite Marchants' Mutual Insurance Company," dûment remis et retournés à cette Compagnie ; de conclure des emprunts, d'émettre des obligations, notes et billets et de donner pour cela des garanties (security), de nommer et de désigner des officiers, directeurs, administrateurs, agents et autres ; de faire des règlements pour la bonne administration des affaires de la corporation ; de les modifier, d'amender ceux qu'il lui aura réglements d'adopter et d'en ployer un sceau corporatif et de le rompre ou changer à son gré.

ARTICLE III.

Cette corporation est créée pour faire des affaires d'assurance contre l'incendie, les risques de mer et rivière dans toutes ses branches, et particulièrement pour faire les affaires dont elle s'occupait sous le nom de "Marchants' Mutual Insurance Company". Son but et son objet sont par les présentes indiqués expressément comme suit :

1. Assurer des maisons de résidence, des magasins ou autres édifices, des meubles meublants, des marchandises ou autres effets et propriétés contre toute perte et tout dommage par le feu.

2. Prendre des risques d'assurance maritime sur le fret des navires, bateaux à vapeur, articles, produits, marchandises, espèces, lingots commissions, profits, billets de banques, change et autres certificats de dette, marchandises et marchandises sur lesquelles on emprunte, et faire toutes les affaires d'assurance ayant rapport ou se rattachant aux risques de transport sur terre.

3. Elle pourra s'assurer contre tout risque qu'elle aura elle-même accepté.

4. Sur livraison au Conseil de Direction de cette Compagnie de tous le fonds propres de la Compagnie d'Assurances Mutuelles des Marchands, le dit Conseil de Direction de cette Compagnie est par les présentes spécialement autorisé à assumer toutes les obligations et à prendre, plein droit de propriété de tout l'actif de la dite Compagnie d'Assurances Mutuelles des Marchands.

ARTICLE IV.

Le fonds-capital de cette corporation est par les présentes fixé à trois cent mille dollars ($300,000.00) divisés en 3 représentés par trois mille actions de cent dollars chacune. Lesdites actions se paieront en argent lorsqu'on y souscrira, ou elles pourront être émises pleinement payées au pair, en paiement de propriété acquise par ladite compagnie, et surtout elles pourront être émises pleinement payées au pair, par le Conseil de Direction, en échange d'actions de la Compagnie d'Assurances Mutuelles des Marchands dans la proportion d'une action de cette corporation pour deux de ladite Compagnie d'assurances Mutuelles des Marchands. Les actions seront transférables au moyen de livres de la compagnie et sur livraison des anciens certificats.

Lorsque les gains de l'année fiscale le justifieront, un dividende sera déclaré et payé sur les actions de la Compagnie, pourvu que pas plus de 5 pour cent de dividende par an ne soient payés.

Cette charte prendra effet et cette compagnie sera autorisée à commencer les affaires à partir de la date où la présente sera signée.

ARTICLE V.

Tous les pouvoirs constitués de cette corporation seront placés en et exercés par un Conseil de Direction composé de onze actionnaires, choisis chaque année parmi les propriétaires d'actions du capital de ladite corporation. Ledit Conseil de Direction sera élu annuellement le deuxième lundi de janvier, chaque année, à partir de l'année 1894, à une réunion générale des actionnaires, qui aura lieu au bureau de la Compagnie après dix jours d'avis au public donné dans un des journaux quotidiens de la Nouvelle-Orléans. Toutes les élections se feront par scrutin, et chaque action donnera droit à un vote que le détenteur pourra déposer en personne, ou par procuration. Une majorité des votes donnés sera nécessaire pour élire. Les élections se feront sous la surveillance de trois commissaires que choisira le Conseil de Direction parmi les actionnaires n'étant pas candidats aux charges ou ne parvenant pas à être les Directeurs, pour une raison quelconque, le jour fixé, une nouvelle élection aura lieu dès que cela sera possible, après un avis de 10 jours préalable tant public dans un de journaux quotidiens de la Nouvelle-Orléans. Toute vacance survenant dans le Conseil de Direction pour une raison quelconque, sera remplie par les autres membres du Conseil pour le reste non expiré de l'année fiscale pendra fin le 31 décembre de chaque année.

A la première réunion, chaque Conseil de Direction élira parmi ses membres un Président de même qu'il choisira un Secrétaire et Trésorier qui ne sera pas membre du Conseil de Direction

ARTICLE VI.

Cet acte d'incorporation pourra être changé modifié ou altéré, en ladite corporation pourra être dissoute à une réunion spéciale des action naires convoquées dans ce but après trente jours d'un avis préalable publié dans un des journaux quotidiens de la Nouvelle-Orléans, avec l'assentiment des trois-quarts des actions représentée à cette réunion.

Tout changement quant au fonds-capital de la dite corporation exigera l'assentiment d'une majorité en montant de fonds-capital, et, en outre des trente jours requis de publication préalable, un avis préalable de quarante jours par écrit sera transmis par la poste à chaque actionnaire ainsi que le prescrit la loi.

ARTICLE VII.

Aucun actionnaire ne sera tenu responsable des contrats ou erreurs de la dite corporation pour au-delà une somme que celle de la balance non payée, due par lui sur ces actions de stock qu'il possède ; une simple informalité dans l'organisation n'aura pas pour effet de dégager cette charte nulle, ou d'exposer un actionnaire à encore une obligation que la balance non payée due sur son stock.

ARTICLE VIII.

Lorsque cette corporation sera dissoute, ou par limitation ou pour toute autre cause, ses affaires seront liquidées sous la direction de trois commissaires qui seront choisis parmi les actionnaires, à une assemblée convoquée à cet effet, après avis additionnel pendant trente jours par publication dans un des journaux quotidiens de la Nouvelle-Orléans, avec le consentement de la majorité des actions représentées à ladite assemblée. Lesdits commissaires resteront en place jusqu'à ce que les affaires de la corporation aient été entièrement liquidées, ou en cas de mort ou d'impossibilité de servir d'un ou de plusieurs des dits commissaires, les autres commissaires, ou la commissaire restant, choisiront parmi les actionnaires un substitut ou des substitants pour remplir les dites vacances.

ARTICLE IX.

Les personnes ci-après nommées constituent le premier Conseil de Direction et servi-ront comme tels jusqu'au deuxième lundi de janvier 1894 ou jusqu'à ce que leurs successeurs aient été dûment élus, à savoir : Joseph A. Shakspeare, D. A. Chalaron, A. Roques, Paul Capdevielle, Aristide Hopkins, Jayme Ory, John M. Baldwin, H. C. Boucher, Morris W. Smith, James S. Zacharie, W. H. Bollner ; avec ledit Paul Capdevielle comme président.

Fait et passé dans mon bureau en la ville de la Nouvelle-Orléans, le jour et dans le mois et l'année mentionnés ci-dessus, en présence de MM. James Guyol et Roila A. Tichenor, tous deux de cette ville, témoins compétents qui ont signé les dits articles, avec les dites personnes qui ont comparu, et moi, notaire, après que les lecture ont été dûment faite.
(Original signé):

H. C. BOUCHER et autres.
JAS. GUYOL,
R. A. TICHENOR.
GEO. C. PREOT, Notaire Public.

Je, soussigné, greffier des Hypothèques en et pour la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, certifie par ces présentes que l'acte d'incorporation sus dit de la Compagnie d'Assurances Mutuelles des Marchands, a été déposé et enregistré ce jour en mon bureau.

Nouvelle-Orléans, Lne, 11 janv—1 29
[Signé] GEO. GUINAULT
Député Annotateur des Hypothèques.

Je, soussigné, notaire public en et pour la Paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, certifie par ces présentes que l'on a pris et tiré une copie exacte de l'acte d'identification de la Compagnie d'Assurances des Marchands et du certificat d'enregistrement de-dessus endossé, maintenant enregistré dans les archives courantes de mes actes notariés.

En foi de quoi j'ai signé et apposé mon sceau à la Nouvelle-Orléans, Lne, le 11me jour de janvier A. D. 1893.

(SCEAU) GEORGE C. FREOT,
Notaire Public.
15 lanv—1 29

Scientific American Agency for
PATENTS
CAVEATS, TRADE MARKS, DESIGN PATENTS COPYRIGHTS, etc.
For information and free Handbook write to MUNN & CO., 361 BROADWAY, NEW YORK. Oldest bureau for securing patents in America. Every patent taken out by us is brought before the public by a notice given free of charge in the
Scientific American
Largest circulation of any scientific paper in the world. Splendidly illustrated. No intelligent man should be without it. Weekly, $3.00 a year; $1.50 six months. Address MUNN & CO., PUBLISHERS, 361 Broadway, New York.

L'ABEILLE
Nouvelle-Orléans
JOURNAL QUOTIDIEN,
—AVEC UNE—
EDITION HEBDOMADAIRE
PARAISSANT
—LE—
SAMEDI MATIN,
Contenant toutes les matières publiées pendant la semaine dans l'édition quotidienne.

ABONNEMENTS :

ÉDITION QUOTIDIENNE.

UN AN	$12 00
SIX MOIS	6 00
TROIS MOIS	3 00
UN MOIS	1 00

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

UN AN	$3 00
SIX MOIS	1 50
QUATRE MOIS	1 00

On s'abonne à la semaine avec les porteurs et les marchands de journaux.

L'ÉDITION HEBDOMADAIRE,
Réunissant en un seul numéro toutes les nouvelles de la semaine, compte beaucoup d'abonnés et de lecteurs en Europe.

BUREAUX ET ATELIERS
No 73 Rue de Chartres,
ENTRE CONTI ET BIENVILLE.

L'ABEILLE,
Fondée le 1er septembre 1827, est le plus ancien journal quotidien de la Louisiane et du Sud-Ouest.
Elle est lue par toute la population franco-louisianaise et est conséquemment, au point de vue des annonces, un excellent organe de publicité.
Elle est reçue non-seulement dans toutes les paroisses créoles de la Louisiane, mais dans les Etats voisins, au Mexique, aux Antilles, en Europe, partout enfin où on lit le français et où on s'intéresse aux affaires de notre pays.

L'ABEILLE
Publie tous les jours, en outre des matières politiques, littéraires et locales :
Des Dépêches Télégraphiques complètes de tous les points des Etats-Unis et de l'Etranger ;
Un Bulletin Maritime ;
Une Liste des Navires en partance dans les ports étrangers et américains pour la Nouvelle-Orléans ;
Une Liste des Navires dans le port de la Nouvelle-Orléans ;
Un Bulletin Financier ;
Un Bulletin Commercial ;
Les heures de départ et d'arrivée des trains de chemins de fer ;
Les jours de départ des bateaux à vapeur.

Bureaux et Ateliers,
No ... CHARTRES ..... 73.

ANNONCES JUDICIAIRES.

VENTES PAR LE SHERIF

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de propriété améliorée du Troisième District.

Third District Building Association vs William C. Stricker.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 40,928.—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus intitulée, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse d'Encan St-Charles, dans la rotonde du rez-de-chaussée de l'Hôtel St-Charles, dans le Premier District de cette ville, MERCREDI, 14 février 1894, à midi, de la propriété ci-dessous décrite, à savoir :

Un certain morceau ou parties de terre, ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans le Premier District de cette ville, dans l'Ilet borné par les rues Camp, Magasins, Soulet et Duffos et dans l'Ilet numéro deux cent quarante. Le lot de terre est désigné par la lettre "B" d'après un plan dressé par Jos. Pilié, fait par Heslin, le 25 janvier 1853, déposé en l'étude de T. O. Stark, ancien notaire en cette ville comme plan No 124, le tout pieds et pouces et quatre lignes de face à la rue Camp, sur cent vingt-sept pieds dix pouces et cent cinq pieds onze pouces et quatre lignes parallèles et sur la même distance de trente-cinq pieds de la rue Race.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.
VICTOR MAUBERRET,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.
12 déc—12 19 26—Jan 2 9 15

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de Propriété du Premier District, par le Shérif.

Albert Baldwin vs. C. F. Ladd.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans, No 38,706. En vertu d'un writ de saisie et vente, à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse d'Encan St-Charles, dans la rotonde du rez de chaussée de l'Hôtel St-Charles, dans le Premier District de cette ville, MERCREDI, 17 janvier 1894, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Les dits terres, titres et intérêts de défenderesse contenus sur les dits lieux et consistant d'une machine de 60 chevaux avec volant (fly wheel), engrenage et tout le complément, bonHoire, cheminée dite (Breeching Smoke Stack), une machine dite "Triumph-Paten" Press Brick, un moteur de 10 chevaux, un Elevateur à Brique, une machine dite (Brecching Smoke Stack), une machine dite "Triumph-Paten" Press Brick, un moteur de 10 chevaux, un Elevateur à Brique, cheminée dite (Bree